

Le droit international est l'ensemble des règles de droit qui s'appliquent aux sujets du droit international. Il régit à la même occasion les relations qui lient ses sujets. Ces relations se manifestent par des traités, des conventions... Aujourd'hui comme par le passé, les traités jouent un rôle fondamental dans les relations internationales. Suivant l'article 2 de la Convention de Vienne sur le droit des traités du 21 Mai 1969, l'expression "traité" s'entend d'un accord international conclu par écrit entre Etats et régit par le droit international, qu'il soit consigné dans un instrument unique ou dans deux ou plusieurs instruments connexes, et quel que soit sa dénomination particulière. C'est donc l'expression des volontés des sujets du droit international. Les sujets de droit international sont principalement les Etats et puis les organisations internationales. Cela revient à dire que ne peuvent conclure les traités que ceux qui sont dotés d'une personnalité morale de droit international. On a pu constater que dans certains cas, l'individu est sujet de droit international. Mais il ne peut pas conclure des traités car il est dépourvu de personnalité morale de droit international. Avant la convention de vienne de 1969, la conclusion des traités était l'exclusivité des Etats. Avec la mondialisation, il a fallu voire les choses autrement. Ainsi, la conférence de vienne de 1969, renforcée par celle de 1986¹ a reconnu la compétence des organisations internationales la personnalité morale de droit international, lui permettant de conclure des traités. Désormais, les traités peuvent être conclus entre les Organisation internationales et les Etats et inversement entre les Etats et les organisations internationales. Mais, l'élaboration d'un traité est le résultat d'un grand travail de préparation sans quoi sa conclusion ne serait pas possible. De ce fait, les Etats doivent d'abord procéder à l'élaboration du texte avant qu'il exprime leur consentement. Pour élaborer le texte, les Etats vont engager des pourparlers pour ainsi adopter le texte. A cet effet, ils engageront des conférences plénipotentiaires dans lesquelles les Ambassadeurs et les autorités investies du *treaty making power*, c'est-à-dire, les autorités investies par la Constitution du pouvoir de conclure les traités. L'Etat va donc délivrer des lettres de pleins pouvoirs² qui donnent compétence solennelle à ces représentants. A défaut de ces lettres, les représentants de l'Etat peuvent être munis d'une compétence *ex officio*. Ensuite, ils devront adopter le texte. L'adoption du texte d'un traité s'effectue par le consentement des Etats participant à sa rédaction. Il peut être voté ou adopté par consensus.

-
1. Convention de Vienne du 21 Mars 1986 (non encore entrée en vigueur) concernant les traités conclus entre les Etats et les Organisations internationales.
 2. D'après l'article 2 §1 c) de la Convention de Vienne du 23 mai 1969 : « l'expression "pleins pouvoirs" s'entend d'un document émanant de l'autorité compétente d'un Etat et désignant une ou plusieurs personnes pour représenter l'Etat pour la négociation, l'adoption ou l'authentification du texte d'un traité, pour exprimer le consentement de l'Etat à être lié par un traité, ou pour accomplir tout autre acte à l'égard du traité ».

Il ne s'agit pas de lier définitivement les Etats, mais d'arrêter définitivement le texte du traité qui traduit le contenu de la négociation. L'Etat doit donc manifester son consentement à être lié au traité. Après l'adoption du texte, il faut choisir la langue dans laquelle elle sera publiée. L'ancien système de la langue unique (autrefois latin, puis français) est remplacé par celui de la pluralité des langues, le plus souvent de valeur égale (faisant foi). La France demande à ses négociateurs d'exiger, dans tous les cas une version française faisant foi. Enfin, l'Etat devra exprimer son consentement. Pour conclure un traité, l'Etat pose deux actes successifs. Mais ce n'est qu'au deuxième acte que le traité peut produire des effets de droit. A cet effet, l'article 11 de la Convention de Vienne cité parmi les différents « modes d'expression du consentement à être lié par un traité », « la ratification, l'acceptation, l'approbation, l'approbation » ou « tout autre moyen convenu ».

La ratification est donc « l'acte par lequel l'autorité étatique la plus haute, détenant la compétence constitutionnelle de conclure les traités internationaux, confirme le traité élaboré par ses plénipotentiaires, consent à ce qu'il devienne définitif et obligatoire et s'engage solennellement au nom de l'Etat à l'exécuter ». La ratification représente dans ce cas le mode solennel de l'expression du consentement de l'Etat. La pratique de la ratification a connu ses débuts au moyen âge alors que les monarques détenaient la totalité des pouvoirs étatiques. En effets, les monarques avaient la possibilité de déléguer par mandat des représentants pour négocier et signer les traités à leur place. Ils leurs délivraient des lettres de pleins pouvoirs. A cette époque, la simple signature d'un traité signifiait l'engagement solennel de l'Etat à être lié par le traité. Mais, la règle de mandat pour la ratification des traités fonctionne comme celle de droit civil où le mandant garde les pouvoirs conférés au mandataire, un droit d'invalidité. Cette règle ne prévaut que si le mandataire dépasse les limites de son mandat. Cela dit, le monarque pouvait annuler l'acte des plénipotentiaires en opposant son droit d'invalidité. Les Etats ont au fur et à mesure répété cette pratique de manière constante que le consentement de l'Etat au traité était conditionné à ce deuxième examen. Ce deuxième examen ne remettait pas en cause le traité signé par les mandataires. Cependant, avec l'émergence de la démocratie dans les Etats, le système de mandat a été dépassé. Ne demeurent jusqu'à présent que les pleins pouvoirs. Ceux-ci se limitent désormais à la négociation et la signature « sous réserve de ratification ». La ratification est apparu de ce fait comme l'acte par lequel une autorité étatique investie par la constitution du pouvoir de conclure les traités, consent à travers le traité devienne définitif et obligatoire. Il engage solennellement l'Etat à l'exécuter.

Ainsi, la ratification revêt une très grande importance dans l'engagement de l'Etat dans les traités internationaux, mais qu'en est-il de celle-ci ? De même, quelles en sont les répercussions sur l'ordre interne des Etats ?

La ratification se diversifie selon qu'elle résulte d'un traité bilatéral ou d'un traité multilatéral ou général. Il sera plus intéressant dans le cadre de notre sujet d'aborder la ratification dans le cadre d'un traité multilatéral car elle est la plus actuelle. Il est donc question d'étudier la notion générale de ratification (I) avant d'en voir les effets juridiques (II).

I- La notion générale de la ratification.

Nous étudierons la différence entre la ratification et les autres notions (A), ensuite la procédure et la forme (B).

A- Différences entre la ratification et les autres notions.

Il est question ici de nuancer la notion de ratification des autres notions similaires qui prêtent quelques fois à confusion. Nous traiterons successivement de la signature, de l'acceptation et de l'approbation et enfin de l'adhésion ou accession.

1. La signature.

La signature est l'acte précurseur de la ratification. Il constitue le premier acte de l'Etat dans sa démarche de l'expression effective de son consentement à être lié au traité. Juridiquement, la ratification n'engage pas l'Etat. La signature ne constitue pas non plus une garantie de l'Etat vers la ratification. La durée entre la signature et la ratification est relative. Il ne crée donc pas le lien juridique entre les parties au traité. Par contre, elle l'authentification du traité par l'attestation solennel des Etats que le celui-ci a été arrêté de manière définitive. Elle lui donne de ce fait un caractère définitif au texte du traité qui ne sera modifié que du consentement des Etats, par voie de correction du texte³. De même elle consacre le consentement des plénipotentiaires au contenu de la négociation. Par ailleurs, pour tenir compte de la diversité des procédures internes, les traités portent souvent les mentions « signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ». Mais quoi qu'il en soit, les signatures restent toujours soumises à un nouvel examen. « Dans les Etats à régime représentatif, où les Parlements élus sont associés à la conclusion des traités, ce nouvel est même constitutionnellement nécessaire ».

La pratique française sur la conclusion des traités repose sur un doublé d'acte exprimant la volonté définitive de l'Etat. D'abord la signature et ensuite vient la ratification. L'article 52 de la Constitution française prévoit que le Président de la République négocie et ratifie les traités.

3. article 79 de la convention de Vienne sur la « correction des erreurs dans les textes ou les copies certifiées conformes des traités.

,
}
;

Elle n'a qu'une valeur provisoire et devra faire l'objet d'une confirmation ultérieure, permettant au négociateur de consulter son gouvernement. La deuxième quant à elle, consiste en une signature sous réserve de confirmation du pouvoir de signer. Elle intervient souvent lorsque le négociateur mandaté de l'Etat n'est pas habilité à signer. Cette signature intervient lorsque l'on voudrait donner plus de solennité à l'accord, mais évidemment sous réserve de la signature d'une autre autorité plus haut placée.

2. L'approbation et l'acceptation.

La différence entre la ratification et ces notions n'est que superficielle. Dans la pratique ces notions ont le même effet juridique : elles obéissent à la même règle, seulement, celles-ci font intervenir des autorités moins importantes. Ce peut être un ministre par exemple et le plus souvent le ministre des Affaires Etrangères, ou le chef du gouvernement. Les trois actes se font en deux temps.

L'approbation est souvent utilisée dans le cadre d'un traité multilatérale. Dans ce cas, le traité ne doit pas être soumis à ratification. L'Etat va simplement approuver la signature apposée par ses plénipotentiaires et par la même occasion rendre définitif

son consentement à être lié par le traité. En France, c'est au gouvernement, après autorisation du parlement si cela est nécessaire qu'il revient d'approuver les traités qu'il a lui même négocié en tenant simplement le Président informé. Tandis que les traités ratifiés sont négociés par le Président République (article 52 de la constitution). C'est un moyen pour retirer la compétence du président de la République pour donner au premier ministre en période de cohabitation. Mais la ratification reste la procédure utilisée pour la majorité des traités. On procède à l'approbation pour des traités plus technique ou encore plus globaux et déjà ratifié tel que dans le cadre de l'OIT. L'acceptation quant à elle est souvent consacrée dans les traités bilatéraux. Dans ce cas, l'intervention du Président de la République est relative.

L'acte d'acceptation ou d'approbation au niveau international signale à la communauté internationale l'engagement d'un Etat à se conformer aux obligations d'un traité mais il se fait dans les conditions analogues à celles de la ratification □.

3. L'adhésion ou l'accession.

L'adhésion ou l'accession est un acte unilatéral que pose un Etat, sous forme de déclaration, intervenant dans un traité. C'est le moyen d'expression de la volonté des Etats qui n'ont pas pris part à l'élaboration d'un traité. C'est le cas par exemple des Etats africains après leur accession à l'indépendance. N'ayant pas participé à l'élaboration des traités existants, ils y ont donc adhéré. Elle est différente de la ratification du fait qu'elle n'est pas précédée d'une signature. Mais, le concept de ratification y prévaut aussi. Le Secrétaire Général des Nations Unies considère de ce fait qu'une adhésion sous réserve de ratification n'a de valeur que de simple déclaration d'intention. Dans la plupart des cas, l'adhésion vaut acceptation ou ratification □, cela permet à l'exécutif de se passer du parlement.

4. article 14 paragraphe 2 de la Convention de Vienne de 1969.

5. les expressions «ratification», «acceptation», «approbation» et «adhésion» s'entendent, selon le cas, de l'acte international ainsi dénommé par lequel un Etat établit sur le plan international son consentement à être lié par un traité

ratification.

1. La forme de la ratification.

La ratification est un acte écrit qui s'applique à l'ensemble du texte du traité. Elle obéit cependant à une certaine procédure de communication qui varie selon que l'on aura affaire à un traité bilatéral ou multilatéral. Elle apparaît comme un acte diplomatique par lequel l'organe suprême de l'Etat, en général le chef de l'Etat, confirme la signature apposée sur le traité par son plénipotentiaire ou l'acte par lequel cette autorité atteste que cette signature est confirmée par l'organe compétent.

En France il s'agira d'une décision du Président de la République prise sous forme de décret, contresigné par le Ministre des Affaires Etrangères. L'acte de ratification se présente suivant des formes traditionnelles en l'occurrence les lettres de ratifications□. Celles-ci en constituent l'instrument. Elles doivent être communiquées aux autres parties du traité. En effet, la lettre de ratification doit exprimer pour un traité bilatéral une simple acceptation. En principe, il peut contenir des déclarations interprétatives mais pas de réserves. S'il en est le cas, il donnera lieu à une procédure de renégociation du traité. Mais à tout principe existe une exception. Ainsi, la ratification du traité de Washington du 7 Novembre 1977 relatif au canal de

Panama a été faite par les Etats-Unis avec des réserves, mais le Panama a accepté ces modifications.

2. La procédure d'échange des lettres de ratification.

La procédure de communication des lettres de ratifications est fixée dans le traité. Cet échange donne lieu à l'établissement d'un acte spécifique qui est le procès verbal d'échange des lettres de ratification. C'est à partir de ce moment que le traité va lier les signataires de façon définitive. Par ailleurs, s'il y a plusieurs signataires au traité dans le cas d'un traité bilatéral par exemple, les ratifications peuvent être remises à un Etat ou à une organisation internationale faisant fonction de dépositaire. Le dépositaire d'un traité assure la garde de ce traité et assume les fonctions spécifiées à l'article 77 de la Convention de Vienne de 1969.

6. la lettre de ratification est un document dans lequel l'Etat exprime par écrit son consentement.

pas nécessaire étant donné les dispositions détaillées de l'article 77 de la Convention de Vienne de 1969 en la matière. Celui-ci doit de ce fait accuser réception des ratifications.

Dans ce cas, la convention prendra effet soit à la date de dépôt des ratifications, soit à celle de leur notification aux autres parties, selon ce qui aura pu être convenu dans la convention. A titre d'illustration, la Convention de Montégo Bay sur le droit de la mer, signée le 10 Décembre 1982, n'est entrée en vigueur que le 16 Novembre 1994, douze mois après le dépôt de sa soixantième ratification, conformément aux dispositions de son article 308 paragraphe 1.

II- Effets juridiques de la ratification.

A. *La légalité de refus de ratifier un traité.*

La ratification, au même titre que l'acceptation ou l'approbation, se viderait de sa substance si la signature du traité représentait une garantie inéluctable à l'engagement définitif de l'Etat. Le second examen de l'acte posé par les plénipotentiaires entre dans le cadre de la procédure longue de la conclusion des traités. E effet, les Etats évoquent souvent l'hypothèse d'excès de pouvoirs des plénipotentiaires, ce qui justifie le contrôle de leur acte et dans certains cas le refus de ratifier le traité. Dans le même ordre d'idée, ce refus peut résulter d'un désaccord entre l'exécutif et le parlement dans les régimes représentatifs. C'est le cas en 1954 où la France a refusé de ratifier le pacte du 27 Mai 1952, instituant la communauté européenne de défense en raison de l'attitude de la majorité à l'assemblée national qui repoussait toute idée d'intégration militaire européenne.

Il est à noter également que la prérogative de refus de ratifier un traité ne relève pas de la seule compétence des organes parlementaires. Etant donné que la ratification est un acte exclusif du pouvoir exécutif, il lui appartient de donner suite ou non à l'autorisation du parlement à ratifier le traité. Il peut donner suite à cette autorisation dans la plupart des cas, mais dans un délai relativement long. Il dispose d'un pouvoir discrétionnaire. Cette longue durée s'explique quand l'Etat juge que c'est dans l'intérêt de la nation ou alors pour des raisons d'opportunité politique. Quoi qu'il en soit, un Etat n'est pas obligé de motiver son refus de ratification. A ce moment, il n'en sera pas tenu, moins encore s'en prévaloir. Ce n'est qu'à partir de l'envoi des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation qui ont la légitimité de lier l'Etat. A titre d'exemple, dans l'affaire du plateau continental du nord a constatée dans son arrêt du 20 Février 1969, que la RFA, ayant signé la convention de Genève de 1958, mais ne l'ayant pas ratifiée n'était pas liée par ses dispositions.

Une fois faite, la ratification aura des conséquences déterminantes¹. Par contre, dans le cas où une ratification serait irrégulière de façon " évidente et substantielle " le traité serait nul sur le plan international. L'article 46 de la convention de Vienne parlera de " violation manifeste " concernant " une règle de son droit interne d'importance fondamentale ". La convention définissant la violation manifeste comme " objectivement évidente pour tout Etat se comportant en la matière conformément à la pratique habituelle et de Bonne foi² ".

7. la clause Martens

Au constitution de l'Etat concerné. On peut dire que celles-ci se rattachent dans l'ensemble à trois types de systèmes. D'abord, la ratification peut être l'œuvre exclusive de l'exécutif à l'instar des systèmes monarchiques anciens, de la Constitution impériale en France, du système italien de 1922 à 1943 et du Gouvernement de Vichy de 1940 à 1944. De même, elle peut être l'œuvre exclusive du législatif. C'est le cas dans la Constitution turque de 1924 à 1960 et celui de la Constitution suisse. Enfin, elle ratification objet d'un partage de compétence. C'est le système le plus fréquent, avec toutefois des modalités variables. Nous évoquerons à titre d'exemple la situation de la Grande Bretagne, des Etats-Unis et de la France.

a) Grande Bretagne :

Système d'approbation préalable implicite du Parlement (**Ponsonby Rule**). En clair, cela veut dire qu'en principe la Reine ratifie seule sans autorisation, mais que, dans la pratique, il est d'usage de déposer au Parlement trois semaines avant la date de ratification tous les accords soumis à la ratification...et que la Reine ne ratifie que si,

dans ce délai, une discussion sur le traité n'a pas été demandé par un membre du Parlement.

b) Etats-Unis :

Autorisation de ratifier donnée pour tous les traités par le Sénat à la majorité des deux tiers (cf. art. 2 sect. 2 de la constitution des Etats Unis de 1787).

c) France :

En dehors des cas où le Président de la République ratifie sans avoir à en demander l'autorisation on distinguera entre les cas correspondant à l'article 53 et à l'article 54 de la constitution du 4 octobre 1958.

L'article 53 parle de l'autorisation de ratifier les traités les plus importants donnée par le parlement. Ces traités sont classés en sept catégories : traités de paix ; traités de commerce ; traités relatifs à l'organisation internationale ; ceux qui engagent les finances de l'Etat ; ceux qui modifient les dispositions de nature législative ; ceux qui sont relatifs à l'état des personnes ; ceux qui comportent cession, échange ou adjonction de territoire. Par exemple, les accords de siège sont d'ordinaire soumis à autorisation législative ; dans la mesure où ils contiennent des dispositions sur les privilèges et immunités.

L'article 54 dispose de son côté que " Si le Conseil constitutionnel, saisi par le Président de la République, par le Premier ministre, par le président de l'une ou l'autre assemblée ou par soixante députés ou sénateurs, a déclaré qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de ratifier ou d'approuver l'engagement international en cause ne peut intervenir qu'après la révision de la constitution ". On remarquera là aussi qu'il s'agira d'autorisation et qu'il y aura par conséquent un pouvoir d'opportunité pour le Président de la République de faire usage de cette autorisation.

Conclusion.

La ratification est un acte unilatéral qui légitime l'engagement solennel de l'Etat à être lié par un traité. Le traité est et reste toujours l'outil par excellence de l'expression de la volonté des Etats. Mais la conclusion des traités n'est pas toujours assortie d'une ratification. Les conventions qui portent sur le droit international

humanitaire n'ont pas besoin d'être ratifiées pour que les Etats en soient tenus. Elles portent sur la protection de l'être humain et le non observation de leurs clauses entraîne des mesures coercitives légitimes des organes internationaux. Ce sont les règles de jus cogens. L'engagement de l'Etat peut s'exprimer par une simple signature des plénipotentiaires. Elle n'est exigée que si le traité le prévoit. Dans la plupart des cas, les plénipotentiaires signent sous réserve de ratification pendant la préparation des traités. La ratification d'un traité est un engagement international de l'Etat. Elle est donc irrévocable. En effet, lorsque le traité entre en vigueur, l'Etat ne pourra plus qu'émettre des réserves. Les réserves servent à suspendre l'engagement d'un Etat sur une clause de la convention. Les réserves doivent être conformes à l'objet et la cause du traité. D'un autre côté, l'émission des réserves n'est pas systématique. Si les Etats pouvaient émettre des réserves sur la majorité des clauses du traité, ils lui videraient de sa substance. De même, les Etats ont la possibilité de faire des déclarations interprétatives, c'est-à-dire, interpréter les clauses du traité selon leur conception. L'Etat est souverain, par conséquent, il n'est pas obligé de ratifier un traité qu'il a signé. Au delà des textes, aucun Etat ne respecte les traités signés. La différence se trouve au degré de violation des règles fondamentales par eux, à l'instar de la torture, le travail forcé, pour ne citer que cela. Suite à ces revirements, la ratification est-elle toujours importante dans les relations internationales.

Bibliographie :

David Ruzié : *Droit International Publique*. 19^e édition, Dalloz. 2008

Dénis Alland : *Droit International Publique*. PUF. 2008

Nguyen Quoc Dinh : *Droit International Publique*. Lgdj. 2000